

L'Arabie saoudite, alliée objective du Qatar ?

27 mars 2014



Olivier Da Lage

Doha. Darwinek, 14 juillet 2012

La décision de l'Arabie saoudite, des Émirats arabes unis et de Bahreïn de retirer leurs ambassadeurs au Qatar a éclaté comme un coup de tonnerre et mis en évidence les contradictions au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Pourtant, l'offensive de Riyad contre le petit émirat, contre sa télévision Al-Jazira et contre les Frères musulmans risque au final de se retourner contre le royaume.

L'Arabie saoudite serait-elle en définitive la meilleure alliée du Qatar, son « alliée objective » ? La question n'est qu'un paradoxe apparent. L'ancien émir Hamad était passé maître dans la gestion des contradictions au bénéfice de l'émirat et de la dissuasion du faible (le Qatar) au fort (l'Arabie). Cette politique lui a permis d'engranger de nombreux succès diplomatiques, du moins jusqu'à l'été 2013, lorsque ses protégés en Égypte et en Tunisie ont été contraints de céder le pouvoir.

Anticipant certainement les difficultés à venir, le cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani s'est à temps volontairement retiré du pouvoir le 25 juin 2013 pour le transmettre à son fils Tamim, contrairement à l'usage parmi les potentats de la région qui ne se retirent généralement des affaires qu'à leur mort, ou par la grâce d'un coup d'État. Qui plus est, Al-Thani père s'est bien gardé depuis lors d'apparaître publiquement. Ce faisant, il ambitionnait sans aucun doute de protéger les premiers pas au pouvoir de son successeur afin de préserver l'héritage et de pérenniser sa politique mise en œuvre depuis 1995, lorsqu'il avait lui-même pris le pouvoir en déposant son père, Cheikh Khalifa, en voyage à l'étranger.

Dans un pays dans lequel la plupart des souverains ont été renversés par leur successeur à l'occasion d'un coup d'État familial, Cheikh Hamad, en choisissant de se retirer de son vivant, a certainement réduit le risque que la même mésaventure survienne à Tamim. Il a mis à l'écart celui qui pouvait apparaître comme le principal rival, Hamad ben Jassim, cousin de l'émir Hamad, ministre des affaires étrangères et premier ministre, inspirateur, architecte et exécuteur des initiatives les plus hardies du règne précédent. Les relations entre lui et Tamim étant notoirement marquées par la défiance, le nouvel émir a immédiatement privé Hamad ben Jassim de toutes ses fonctions étatiques et l'intéressé est aussitôt parti à l'étranger poursuivre ses florissantes affaires privées. Nul doute que les choses eussent été autrement difficiles pour Tamim si son accession au pouvoir s'était produite après la mort de son père.

Nouvelle ère

C'est dans ces conditions que Tamim, du seul fait du départ de son père, a pu remettre les compteurs à zéro dans les relations jusque là exécrables avec le puissant voisin saoudien à qui il a réservé son premier voyage en tant qu'émir. Bien accueilli par toutes les monarchies voisines qui accumulaient les griefs contre la politique et les façons de faire de son prédécesseur, Tamim a d'emblée imprimé un style très différent,

beaucoup moins flamboyant que celui de son père. Un Qatar plus modeste, recentré sur ses affaires intérieures, voilà qui faisait les affaires de pratiquement tout le monde, à commencer par ses voisins de la Péninsule arabique. Les débuts sont rudes : à peine Tamim était-il au pouvoir que le président égyptien Mohamed Morsi, soutenu politiquement et financièrement à bout de bras par le Qatar, était renversé par un coup d'État militaire, initialement soutenu par de larges secteurs de la population égyptienne. Protestant de sa bonne foi, le Qatar prétend contre toute évidence n'avoir pas soutenu les Frères musulmans mais le peuple égyptien et pour prix de sa contrition, s'engage à livrer jusqu'au bout le gaz promis à l'Égypte du temps où elle était dirigée par Morsi. À peu près au même moment, en Tunisie, l'autre protégé de Cheikh Hamad, le mouvement Ennahda — qui s'inscrit également dans la mouvance des Frères musulmans — est contraint de céder la place à un gouvernement de technocrates. Là encore, le Qatar digère en silence ce revers de fortune.

De fait, depuis l'été 2013, l'émirat faisait beaucoup moins parler de lui et nombre de « qatarologues » en étaient venus à se demander si le Qatar de Cheikh Tamim n'était pas rentré dans le rang. À tort. Car aucun revirement ne s'esquissait, la diplomatie de Doha s'était simplement faite plus discrète. En Syrie, le soutien aux djihadistes était toujours de mise et sur Al-Jazira, les prêches de Cheikh Qaradawi, prédicateur d'origine égyptienne et Frère musulman, continuaient d'enflammer le monde arabe à commencer par l'Égypte du général Abdel Fattah El-Sissi, le nouveau « meilleur ami » de l'Arabie saoudite. Alors même que des journalistes d'Al-Jazira emprisonnés au Caire étaient traduits en justice sous l'accusation de terrorisme, le gouvernement du Qatar refusait d'abjurer sa politique passée et présente de soutien aux Frères.

C'en était trop pour l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Ces derniers étaient en effet engagés depuis plus de deux ans dans une impitoyable chasse aux Frères musulmans accusés de comploter contre les régimes de Dubaï et d'Abou Dhabi afin d'imposer une république islamique. Pour faire bonne mesure, le gouvernement de Bahreïn, qui a pourtant su recourir aux Frères musulmans dans son combat contre l'opposition chiite, s'est joint aux deux premiers, tous trois rappelant le 5 mars leurs ambassadeurs de Doha pour punir le Qatar de n'avoir pas respecté un accord, jusque-là tenu secret, conclu en novembre dernier à l'issue d'une médiation koweïtienne. Dans cet accord, qu'ils reprochent au Qatar de n'avoir pas respecté, Tamim se serait engagé à ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des pays voisins et à ne pas soutenir un « mouvement dont le but est de menacer la sécurité et la stabilité des États membres ». Traduit librement, ses voisins attendaient du Qatar qu'il musèle Cheikh Qaradawi, qu'Al-Jazira cesse de soutenir les Frères musulmans en Égypte et que ceux d'entre eux qui avaient trouvé refuge au Qatar soient au mieux expulsés, au pire réduits au silence. C'était beaucoup demander au Qatar dont le soutien aux Frères remonte aux années 1960 et à la répression des Frères par le président Gamal Abdel Nasser. Quant à Al-Jazira, s'il est indiscutable que son appui sans réserve à la mouvance frériste depuis 2011 lui a fait perdre beaucoup en audience et en crédibilité, elle s'est tellement identifiée au Qatar, placé sur la carte du monde par Cheikh Hamad au prix d'innombrables crises diplomatiques provoquées par ses émissions, qu'il était vain d'attendre des autorités de Doha qu'elles désavouent la télévision qui a fait la notoriété de l'émirat.

Vers une grave crise diplomatique ?

Pour faire bonne mesure, les ministères de l'information des Émirats arabes unis et d'Arabie Saoudite ont mis en demeure leurs ressortissants collaborant aux médias qatariens, y compris la chaîne sportive Beinsport, de mettre immédiatement fin à leur collaboration. Puis, des informations venues d'Arabie saoudite ont évoqué divers boycottages, la fermeture de la frontière terrestre avec le Qatar et d'autres mesures, aussi humiliantes qu'hostiles à l'encontre de leur petit voisin. À vouloir trop bien faire, on parvient souvent au résultat inverse de celui recherché et même un dirigeant au tempérament aussi modéré que Cheikh Tamim ne peut accepter de se faire rabrouer comme un écolier turbulent. Comme c'était prévisible, le Qatar s'est cabré et a fait savoir qu'il ne changerait pas de politique.

Si le rapport des forces semble lui être défavorable, l'émirat a toutes les raisons de penser que sa posture n'est pas si inconfortable. Tout d'abord, le Qatar n'est pas complètement isolé au sein du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Si trois des six membres ont rappelé leurs ambassadeurs, il est tout aussi intéressant de noter que les deux autres ne l'ont pas fait : ni le sultanat d'Oman, qui répugne à tout geste spectaculaire et coercitif envers un autre membre du club des monarchies de la Péninsule, ni le Koweït qui

s'est engagé dans une mission de médiation entre le Qatar et les autres pays du CCG. En fait, si l'on considère que, en décembre 2013, l'Arabie saoudite et Bahreïn ont dû in extremis renoncer à leur projet d'Union du Golfe devant la résistance ouverte d'Oman et du Koweït et tacite du Qatar, l'échec de la stratégie saoudienne est patent.

Du reste, de quelle stratégie parle-t-on ? Après le retrait des ambassadeurs, quelles sont les mesures que Riyad pourrait prendre à l'encontre du Qatar ? Le blocus et le boycottage annoncés ne sont certes pas une bonne nouvelle pour Doha, mais les moyens de le contourner existent. Un blocus maritime est impensable, à la fois parce qu'il s'agirait d'un acte de guerre et que les tensions internes au CCG n'ont tout de même pas atteint ce degré, et parce que le Qatar héberge sur son sol la plus importante des bases américaines à l'extérieur du territoire des États-Unis. Par ailleurs, la conséquence mécanique de l'hostilité saoudienne sera immanquablement un rapprochement du Qatar avec l'Iran. Un premier pas a-t-il été franchi avec la première réunion à Téhéran le 15 mars du comité politique conjoint des deux pays ?

Et si toutes ces sanctions ne sont pas prises, il ne reste comme option que la rupture des relations diplomatiques, hypothèse fort peu vraisemblable. À défaut, il ne reste donc à Cheikh Tamim qu'à patienter et à parier sur le nombre de mois qu'il faudra aux ambassadeurs saoudien, émirien et bahreïni pour retrouver le chemin de Doha, lui-même ayant pris soin de ne pas retirer les ambassadeurs qatariens dans ces trois capitales et s'étant bien gardé de contribuer à l'escalade par des déclarations intempestives. Une dernière observation : Cheikh Hamad est resté silencieux et invisible depuis son retrait en juin 2013, mais il n'est pas interdit de penser qu'il prodigue en coulisses ses conseils stratégiques au successeur qu'il a mis en place.

Olivier Da Lage

»» <http://orientxxi.info/magazine/l-arabie-saoudite-alliee-objective,0543>